

CSE du 19 octobre 2017



Déclaration liminaire du SNUipp-FSU

« La première racine des problèmes de l'école, c'est l'école primaire. » C'est ce que déclarait le ministre à l'approche de la rentrée. Les enseignants qui ont cru à une priorité affirmée pour l'école primaire auront vite déchanté : débat inutile sur les méthodes de lecture peut-être infléchi dans le cadre de la grande mobilisation en faveur du livre et de la lecture si cela ne se traduit pas par la volonté d'imposer de « bonnes pratiques » uniformes et standardisées, maîtrise des quatre opérations entre le CP et le CE1, annonce d'un « plan mathématique » inspiré de Singapour en omettant de parler de la formation dont bénéficient les enseignants dans ce pays et les effectifs réduits favorables aux conditions d'apprentissage, invocation des neurosciences et des méthodes qui marcheraient au service d'une politique fondée sur le pragmatisme et la recherche scientifique, mise en cause des « pédagogistes » propagateurs d'un égalitarisme destructeur,...

Cela participe d'une vision partielle et partielle des acquis de la recherche, faisant la part belle à l'individualisation des parcours et des apprentissages, au resserrement sur les fondamentaux voire de la mise sous tutelle pédagogique des enseignants. Les propos du ministre sur la maternelle laissent par ailleurs percevoir une conception limitée et mécaniste des apprentissages.

Dans le sillage des entretiens accordés à la presse par le ministre, les langues des pourfendeurs de l'école se sont déliées. Les « pédagoges » seraient les responsables des difficultés de l'école aujourd'hui. À cause de leurs méthodes, l'école serait devenue trop égalitaire. Ceci traduit une conception de l'enseignement dans laquelle l'enseignant est au centre, seul maître à bord de sa classe, transmettant frontalement le savoir à des élèves attentifs. Or, le rôle de l'enseignant aujourd'hui n'est plus seulement de transmettre des savoirs, mais d'aider l'élève à les construire, à se les approprier. Il faut laisser le pouvoir d'agir aux enseignants et s'appuyer sur leur expertise, faire confiance à leur capacité collective à effectuer les choix pédagogiques qui permettent la réussite de tous et particulièrement des élèves issus des milieux défavorisés.

Pour répondre aux enjeux de réussite tous les élèves, il est indispensable de développer la recherche dans toute sa dimension et de la diffuser auprès des enseignant-es par le biais de la formation initiale et continue.

La nécessité de s'attaquer aux inégalités a encore été mise en lumière à l'occasion de la 30ème journée mondiale du refus de la misère puis que ce sont près de 3 millions d'enfants qui vivent sous le seuil de pauvreté dans notre pays.

Les CP à 12 en Rep+, créés par redéploiement, ont balayé d'un revers de la main la plupart des « Plus de maîtres », dispositif plébiscité par les équipes et les formateurs car ils avaient notamment permis de réinstaurer des collectifs de travail. Ces détournements de postes n'auront pas permis de recréer un vivier de remplaçants, de revoir les effectifs des autres niveaux à la baisse, particulièrement en maternelle, ou de développer par exemple le dispositif « moins de 3 ans ». Le fonctionnement même de l'école – disparition programmée de toutes les aides administratives aux directeurs d'école et insuffisance de personnels pour la prise en charge des élèves en situation de handicap – est impacté par le non-renouvellement des contrats aidés (- 20 000 postes), personnels aux situations déjà précaires. Aucune mesure n'est prévue pour l'emploi de ces personnels non-renouvelés ni pour répondre aux missions qu'ils assuraient. Pire, on envisage leur remplacement par des missions de service civique.

La priorité au primaire par le ministre aura donc bien du mal à se concrétiser et se concentrerait sur le seul dédoublement des CP en REP qui mobilisera 3 400 postes. Les élèves de REP+ en CP dédoublé cette année se retrouveraient ainsi dans un CE1 « ordinaire » à la rentrée prochaine, alors que l'efficacité des effectifs réduits suppose de la continuité. L'essentiel des créations étant consacré au dédoublement, comment dès lors abaisser le nombre d'élèves dans les autres classes, enrayer les problèmes de remplacement, abonder les postes de Rased, poursuivre le dispositif prometteur du « plus de maîtres », développer la scolarisation des moins de trois ans et remettre en place une véritable formation des enseignants ?

En ce début d'année, de nombreux départements manquent d'enseignant-es. 569 recrutements n'ont pas été effectués à l'issue du concours de recrutement de professeurs des écoles auxquels s'ajoutent les désistements de lauréat-es inscrites sur liste principale.

Pour couvrir ces besoins, trop souvent, le choix est fait de recruter des personnels contractuels, embauché-es pour quelques mois, parfois pour une année, sans perspective de formation ni de titularisation. Parce que le métier d'enseignant est un métier qui s'apprend nous ne pouvons accepter un tel recours à la précarité qui entretient l'illusion de la pérennité d'un service public de qualité, mais ne leurre personne.

Comble de l'ironie, certains départements proposent aux personnes inscrites sur liste complémentaire d'être recrutées comme contractuel-les, perdant alors le bénéfice du concours et la possibilité à terme d'être titularisées. D'autres choix sont possibles : recruter des candidat-es aux concours inscrit-es sur liste complémentaire permet qu'ils-elles deviennent alors fonctionnaires stagiaires et aient droit à une formation initiale.

Les enseignants spécialisés en formation préparent désormais la nouvelle formation au CAPPEI. Mise en place dans la précipitation, cette réforme pose de nombreux problèmes non réglés à ce jour : identification des postes au mouvement, distinction des deux parcours RASED loin d'être acquise ... L'organisation même de la formation connaît à ce jour de nombreux dysfonctionnements auxquels nous vous demandons de remédier.

Le cumul d'une journée de commémoration et d'une fête religieuse lors de la semaine du 7 au 11 mai 2018 aboutira à un véritable gruyère scolaire conduisant les écoliers de tout l'Hexagone sur le chemin de l'école un jour sur deux. Cette situation avait été pointée par plusieurs organisations au mois de juin dernier, lorsque le Conseil supérieur de l'éducation travaillait sur les calendriers scolaires. Ce calendrier sous influence conduit toutes les zones à vivre une longue période de 9 à 11 semaines de classe entre les vacances de printemps et celles d'été sans se soucier des rythmes d'apprentissage des élèves, de leur fatigue ainsi que de celle des équipes.

A partir de demain, le SNUipp-FSU réunira 500 collègues et 30 chercheurs qui pendant 3 jours réinterrogerons leur métier dans son contenu comme dans les conditions qui nous permettent de l'exercer. Le SNUipp-FSU sait combien l'Education est un élément fondateur de notre société et combien l'engagement des enseignants en est le cœur.

Un mot enfin pour attirer l'attention du CSE sur la situation délicate de l'Ecole à ST Martin et à St Barth où la reprise de l'activité scolaire doit se faire progressivement et dans de bonnes conditions car que donnerait un retour à l'école pour les enfants dans des locaux inappropriés avec des enseignants désorientés ?